



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

COMME AVANT ! OU LE PRIX À PAYER

À diverses reprises le Président de la République a déclaré : « à la sortie de la crise, la vie ne sera plus comme avant ! »

Pourtant, depuis quelque temps déjà, nous avons le sentiment que non seulement ce ne sera plus comme avant mais que cela risque d'être pire.

Nous ne sommes pas les seuls à penser de la sorte, même de grands professeurs de médecine dont l'un qui, tous les jours travaille et sauve des vies à l'hôpital Cochin, à la différence de quelques autres qui courent les plateaux de télévision pour vendre « la soupe » du gouvernement, déclarait qu'il n'était pas sûr qu'après cette crise, le gouvernement et le Président se rappelleraient ce qu'ils ont déclaré sur l'hôpital. Il allait d'ailleurs plus loin en indiquant qu'à aucun moment juste avant cette crise sanitaire, ce même gouvernement et le Président n'avaient daigné écouter les manifestations des soignants en grève mais au travail, dans les hôpitaux et les services. Comme il a raison !

Le directeur général de l'AP-HP, quant à lui via des plateaux télé, là encore indique qu'il y a quelques jours on est passé près de la catastrophe à l'AP-HP pour les accueils en réanimation. Grâce à qui ? Certainement pas grâce à lui mais au personnel soignant qui a vu au cours des dernières années et même des derniers mois les suppressions de lits, de services et de personnels. Il a ensuite le culot d'aller dire dans un hôpital privé qu'il n'a jamais fait cela. N'est-ce pas lui qui a fait disparaître des centaines d'emplois de contrats aidés dans les hôpitaux d'Ile-de-France ?

Il est toujours des émissions de télé ou de radio qui relèvent si les affirmations sont vraies ou fausses. Qu'ils le fassent donc pour les propos de ce directeur général !

On ne peut non plus passer sous silence les réactions des personnels de l'hôpital de Bron qui indiquent en se rassemblant et en manifestant que l'on est en train de pratiquer le « covidage de l'hôpital » sous prétexte de Covid-19, en récupérant cent lits qui ne seront pas réouverts après l'épidémie. Ils ont raison de manifester !

A l'hôpital, les primes annoncées ont commencé à être payées, mais là encore comme l'ont dit les personnels soignants et même des « pontes » : « C'est bon à prendre mais ce sont des augmentations générales des salaires qu'il nous faut en revalorisant nos professions. »

En réalité, ce qu'il faut dire et mettre en application tout de suite, ce sont bien les augmentations de salaire, immédiatement, et un véritable plan Marshal de la santé

avec la construction d'hôpitaux, la dotation en matériel de pointe, des effectifs augmentés et la reconnaissance des métiers. C'est cela qui contribue à la relance sans aller chercher dans les poches du patronat les formidables idées de délocalisation de la fabrication des matériels de protection et en faisant appel davantage aux assurances pour se soigner comme le démontre le formidable échec de la politique de santé conduite aux Etats-Unis.

Dans les derniers jours et après avoir annoncé qu'il y avait moins d'entrées dans les services de réanimation, c'est la sécurité sociale qui est dans le collimateur avec l'annonce d'un « déficit record de 41 milliards » à la fin de l'année.

Même pas sorti de la crise que le fameux « trou » de la « sécu » ressort. Pourtant notre système de protection sociale qui était il y a un mois le meilleur du monde est à nouveau dans l'œil du cyclone.

Il faut d'ailleurs là aussi se souvenir qu'il n'y a pas si longtemps que ça on supprimait à la sécurité sociale les centres de soins dans les zones qui concernaient les populations les plus démunies, on supprimait les camions itinérants qui pratiquaient là aussi les soins, le dépistage et les postes d'assistantes sociales...

41 milliards annoncés c'est moins que les aides apportées au patronat pour qu'il crée de l'emploi dans le cadre du CICE, ce qu'il n'a pas vraiment fait.

La santé n'a pas de prix. Nous l'avons toujours dit. C'est une conquête sociale au même titre que la création de toutes les grandes entreprises nationales. Le Président lui-même aujourd'hui indique que la santé n'a pas de prix.

Alors, là aussi c'est maintenant qu'il faut donner les moyens à la sécurité sociale et ne pas faire comme avant en faisant que le personnel était la variable d'ajustement et que pour augmenter la compétitivité, services, moyens, unités de soins étaient supprimés.

Il en est de même pour certains grands secteurs du service public comme Pôle Emploi, qui pour les périodes d'après-confinement, voient leurs structures être remises en cause et amoindries avec y compris la fermeture d'agences ou des attaques très fortes contre les personnels ; ce que nous avons connu il y a quelques mois. Il faut d'ailleurs aussi se poser la question si le grand service public qu'était l'ANPE ne doit pas se reconstituer pour faire face à la « reconstruction » et, à n'en pas douter, sur les difficultés que pourraient rencontrer les travailleurs dans le domaine de l'emploi.

Ces trois exemples peuvent faire la démonstration tout de suite que rien ne sera plus comme avant en y répondant immédiatement, en donnant les moyens exprimés par les personnels de ces trois secteurs, comme il faut répondre tout de suite au personnel de la distribution et à ses caissières, aux agents du nettoyage, aux

pharmacies, aux personnels de l'entretien, aux aides à domicile, aux maraîchers...aux premiers de cordée aujourd'hui comme disait le Président il y a quelque temps.

Plus comme avant, ce sont les actionnaires qui ne doivent plus être les premiers de cordée mais les travailleurs qu'ils soient du privé ou du public.

Le prix à payer c'est celui-là monsieur le Président.

Le prix à payer c'est de redonner les moyens à tous les secteurs de relancer notre production industrielle.

Le prix à payer c'est d'arrêter de nous em..... avec des soi-disant réformes sur les retraites, l'assurance chômage ou de loi détruisant notre fonction publique qui elle aussi a bien résisté et a assuré.

Le prix à payer c'est de payer ceux qui font tourner notre pays.

Beaucoup de patrons disaient en se « foutant » de nous bien sûr et relayé par des ministres : « Que la première richesse d'une entreprise était les salariés. »

Démontrez-le tout de suite ; Payez !

Paris, le 23 avril 2020